



Image : Miki Yoshihito

Pourquoi le Japon fait-il mieux que la France face à la Covid-19 ?

12 janvier 2021
 10h00 - 12h00 (CET) | 18h00 - 20h00 (JST)
 Table ronde - En français
 En ligne

Inscription obligatoire : events_ffj@ehess.fr

Cette table ronde propose d'aborder le thème de la gestion de la crise sanitaire au Japon d'un point de vue politique et économique pour tenter de comprendre la différence entre les gestion japonaise et française. Pour aborder ce sujet, trois interventions se succéderont avant d'ouvrir le débat.

Jean-Paul Gaudillière (Cermes3, Inserm, EHESS), reviendra sur la gestion de la pandémie de Covid-19 en France. Adrienne Sala (IFRJ-MFJ) analysera les choix et les stratégies appliquées par le gouvernement japonais en cette période de crise, en portant une réflexion particulière à la question du respect des libertés individuelles. Enfin, Toru Yoshida (Université de Hokkaido) abordera les différents aspects du « modèle japonais » dans la gestion de la crise, tout en prenant en compte les mesures économiques prises et ses conséquences.

Intervenant·es



Jean-Paul Gaudillière (Cermes3, Inserm, EHESS)

Jean-Paul GAUDILLIÈRE est historien des sciences et de la santé, membre du Centre de Recherche Médecine Sciences Santé Santé Mentale et Société (Cermes3), directeur de recherche à l'Inserm et directeur d'études à l'Ehess. Ses travaux ont porté sur l'histoire des sciences de la vie et la biomédecine au XXème siècle avant d'aborder l'histoire de l'industrie pharmaceutique considérée du point de vue des dynamiques de production de savoir, de construction des marchés et des relations avec les médecins. Ses recherches actuelles concernent les processus de mondialisation de la santé, en particulier depuis la fin des années 1970 et l'émergence de la santé globale. De 2014 à 2019, il a coordonné le projet européen *From international to global : Knowledge, diseases and the post-war government of health*. Il vient de co-diriger deux ouvrages *Global Health and the New World Order* (Manchester University Press, 2020) et *The Ehealth of Others: Knowledge, Politics and Practices in Global Health* (Rutgers University Press, 2021).

Titre : La gestion de la pandémie de Covid-19 en France : une faiblesse historique de la santé publique ?

Le 18 mars 2020, Jean-François Delfraissy, président du comité scientifique créé pour épauler le gouvernement dans l'organisation des réponses à la pandémie de Covid-19, déclarait : « S'ils étaient disponibles en très grandes quantités, les tests permettraient en fait de tester les individus suspects et de les isoler ensuite de tout contact. Il s'agit donc d'un problème majeur. Si nous n'avons pas choisi cette stratégie en France, comme cela a été fait en Corée, c'est parce que nous n'avons pas la capacité, dans un premier temps, de tester un très grand nombre de personnes ». Pour nombre d'observateurs, la question des tests a, lors du premier confinement, été l'un des principaux révélateurs de l'impréparation des autorités sanitaires, de la prégnance des problèmes de pénuries, ainsi que du fait que le confinement n'a été rendu inévitable que du fait de l'échec, en France, de la stratégie prônée par l'OMS : « tester, tracer, isoler ». Deux grilles de lecture ont été utilisées pour faire sens de cette faillite. La première a été le renvoi aux politiques de santé des dernières décennies, à leur inspiration néo-libérale. Dans cette perspective, l'absence des tests serait à rapprocher de la pénurie de masques : une manifestation du strict contrôle de la dépense publique et des nouvelles formes de management en santé. Une seconde interprétation s'appuie sur la comparaison avec ces pays d'Asie qui ont mis en œuvre avec succès une stratégie de contrôle des clusters. Ce qui est alors mis en avant est l'expérience des épidémies de SARS ou de MERS et la réorganisation de la lutte anti-pandémique qui les a suivies. Cette communication reviendra sur ces analyses, leurs apports et leurs limites, et insistera sur l'importance d'une lecture de plus longue durée, prenant en compte l'affaiblissement de la santé publique après la Seconde Guerre mondiale.



Adrienne Sala (IFRJ-MFJ)

Adrienne SALA est chercheuse à l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19, CNRS, MEAE), chercheuse associée à la Fondation France-Japon de l'EHESS et chercheuse invitée à l'université de Tokyo où elle mène depuis septembre 2019 des recherches en sociologie politique appliquées à l'analyse des mobilisations sociales et au rôle des professionnels du droit dans la société japonaise. Elle a notamment publié « Construire un problème public au Japon : l'endettement des ménages et la réglementation du prêt non sécurisé », *Critique Internationale*, 2019 ; « La mobilisation du droit et le recours aux contentieux dans les cas de mort et de suicide par surmenage au Japon : du cause lawyering à la judiciarisation du karôshi-karôjisatu ? », (avec E. Kasagi), *Droit et Société*, publication à venir.

Titre : La politique japonaise de gestion de crise sanitaire face à l'épidémie de Covid-19

Malgré une exposition forte et précoce au virus SARS-Cov-2 et une double vulnérabilité structurelle (concentration élevée et vieillissement important de la population), le Japon est un des rares pays développés où, à l'issue des deux premières vagues de contamination, le taux de mortalité est resté faible. En outre, le gouvernement japonais n'a eu recours ni aux campagnes de tests de dépistage, ni au confinement obligatoire, ni aux mesures coercitives, ni au fichage intrusif de sa population. Depuis janvier, il applique une politique préventive qui s'appuie sur trois piliers majeurs : les enquêtes épidémiologiques, la responsabilité civique et les institutions médicales, dont l'articulation au cours des différentes vagues de l'épidémie donne un aperçu de la politique de lutte contre la diffusion du virus. Résultat à la fois des crises sanitaires passées et du contournement de contraintes structurelles (légale, techniques, médicales, etc.), les choix et les stratégies appliquées par le gouvernement japonais seront analysés dans cette présentation. Une réflexion particulière sera portée à la question du respect des libertés individuelles.



Toru Yoshida (Université de Hokkaido)

Toru YOSHIDA est professeur en science politique (politique comparée) à l'Université de Hokkaido au Japon. Professeur invité à Sciences Po et chercheur invité au CEVIPOF entre 2010 et 2012. Chercheur associé à la Fondation France-Japon de l'EHESS, il mène actuellement des recherches sur l'impact et la structure du populisme dans les pays démocratiques. Il a notamment publié en anglais et en français « Parliaments in an age of populism » in Cyril Benoit and Olivier Rozenberg, *Handbook of Parliamentary Studies*, 2020 ; « Populism Made in Japan: A new species? » in *Asian Journal of Comparative Politics*, Vol.4 No.3, 2019 ; « L'alternance de 2009 au Japon : La mutation d'un régime de parti dominant ? » in Philippe Aldrin, Luci Bargel, Nicolas Bue, Christine Pina (sous la dir.), *Politiques de l'Alternance : Sociologie des Changements de politiques*, Ed. du Croquant, 2016.

Titre : La politique et l'économie japonaise aux temps de la Covid-19 : « État faible » et « société forte » ?

Au Japon, l'État et l'administration sont en retrait constant depuis le début de la crise sanitaire, qui s'est aggravée, notamment en mars 2020. Cette certaine passivité ne réside non pas dans l'incompétence des acteurs, mais dans le « modèle japonais » d'intervention en temps de pandémie. Ce modèle repose en effet sur le suivi des clusters, l'appel au changement des comportements des citoyens, et le partage des compétences entre le gouvernement central et régional, qui finalement réussissent à éviter de prendre des mesures draconiennes qui pourraient dans un même temps attenter à la liberté fondamentale et à l'activité économique. D'autre part, ce modèle laisse apparaître des ambiguïtés qui ne pouvaient satisfaire l'opinion publique : au Japon, contrairement à d'autres pays, il n'y a pas eu d'effet de « ralliement autour du drapeau » depuis le début de la crise, ce qui a abouti à un changement du gouvernement. Cela démontre une autre spécificité du Japon dans son aspect politique : bien que le taux de mortalité reste relativement faible, la défiance envers la politique publique et le malaise présent dans la société persiste tout au long de cette crise. Cette présentation tentera de démontrer ces différents aspects du « modèle japonais », tout en abordant les mesures économiques prises et ses conséquences.